

Québec, le 20 août 2015

Monsieur,

La présente fait suite à votre correspondance du 21 juillet 2015 demandant l'accès aux renseignements et documents suivants :

Sous-traitance et ressources informationnelles :

- document attestant d'une procédure de traitement des pénalités en rapport avec les appels d'offres sur les contrats conclus par notre organisme;
- document produit par notre organisme et faisant état des pénalités appliquées en rapport avec ces contrats pour les dix dernières années;
- directives reçues par le Conseil de trésor concernant les pénalités liées aux contrats conclus par votre organisme;
- le nombre en équivalent ETC de sous-traitants liés aux ressources informationnelles qui travaillent pour votre organisme dans la dernière année;
- le nombre d'heures facturées par des sous-traitants en RI par année pour les 5 dernières années;
- les montants totaux facturés par des sous-traitants liés au secteur des RI par année pour les 5 dernières années;
- fiche d'initiative ou fiche projet, avis interne sur le risque, avis interne sur les répercussions à la population, bénéfices attendus ainsi que plan d'affaire initial (PAI) pour chaque projet lié aux RI pour les six derniers mois;
- programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2015 et 2014.

Documents concernant les centres d'appels :

- effectifs pour chacun des CRC, CCC ou CSC dans notre organisme, avec les variations depuis les cinq dernières années;
- documents concernant l'achalandage (volume d'appels), si possible selon les jours de l'année et/ou les heures de la journée, dans les CRC, CCC ou CSC;
- documents concernant les temps d'attente téléphonique pour la clientèle dans les CRC, CCC ou CSC;
- documents sur le taux de roulement du personnel dans les CRC, CCC ou CSC;

- toute étude d'étalonnage (benchmarking) concernant l'organisation du travail dans les CRC, CCC ou CSC;
- toute étude, recherche ou rapport réalisés à l'interne concernant l'organisation du travail dans les CRC, CCC ou CSC;
- tout document concernant des orientations en matière de gestion des ressources humaines dans les CRC, CCC ou CSC;

Effectifs:

- documents permettant d'identifier le nombre de personnes (non pas des ETC) dans l'effectif de notre organisme (incluant dans des fonds, le cas échéant) pour chaque région administrative, par statut d'emploi, par catégorie d'emploi et par sexe, en mars et en juillet de chaque année entre 2009-2010 et 2014-2015.

Veillez trouver ci-joint les documents suivants :

- le nombre en équivalent ETC de sous-traitants liés aux ressources informationnelles qui travaillent pour notre organisme dans la dernière année;
- le nombre d'heures facturées par des sous-traitants en RI par année pour les 5 dernières années; (voir document précédent)
- les montants totaux facturés par des sous-traitants liés au secteur des RI par année pour les 5 dernières années;
- fiche d'initiative ou fiche projet, avis interne sur le risque, avis interne sur les répercussions à la population, bénéfices attendus ainsi que plan d'affaire initial (PAI) pour chaque projet lié aux RI pour les six derniers mois;
- programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2015 et 2014;
- documents permettant d'identifier le nombre de personnes (non pas des ETC) dans l'effectif de notre organisme pour les années allant de 2007 à 2014.

En ce qui concerne les documents suivants :

- documents permettant d'identifier le nombre de personnes (non pas des ETC) dans l'effectif de notre organisme (incluant dans des fonds, le cas échéant) pour chaque région administrative, par statut d'emploi, par catégorie d'emploi et par sexe, en mars et en juillet de chaque année entre 2009-2010 et 2014-2015
- document attestant d'une procédure de traitement des pénalités en rapport avec les appels d'offres sur les contrats conclus par notre organisme;
- document produit par notre organisme et faisant état des pénalités appliquées en rapport avec ces contrats pour les dix dernières années;
- directives reçues par le Conseil de trésor concernant les pénalités liées aux contrats conclus par votre organisme;
- tous les documents et informations concernant les centres d'appels;

Veillez noter que nous ne pouvons vous transmettre ces documents en vertu de l'article 47, paragraphe 3 qui se lit comme suit :

47. " Le responsable doit, avec diligence et au plus tard dans les vingt jours qui suivent la date de la réception d'une demande:

(...)

3° Informer le requérant que l'organisme ne détient pas le document demandé ou que l'accès ne peut lui y être donné en tout ou en partie; (...)

Enfin, conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès, je vous rappelle que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser la présente décision. Vous trouverez ci-annexée une note explicative à cet égard.

En espérant le tout conforme, je vous prie de recevoir, Monsieur, nos salutations les meilleures.

(original signé)
Anne-Marie Dubois
Secrétaire générale

FICHE DE PROJET EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES : REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE PAIE ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CONTEXTE ET PORTÉE DU PROJET

Depuis que le Conservatoire est devenu un organisme public en 2007, il utilise le logiciel Paie-GRH de la GRICS¹ afin de produire la paie des employés et soutenir la gestion de ses effectifs. Or, le fournisseur prévoit retirer ce logiciel du marché d'ici trois (3) ans. Le Conservatoire n'a donc d'autre choix que de le remplacer par celui d'un autre fournisseur ou par la nouvelle solution proposée par la GRICS.

Le Conservatoire doit donc, d'ici le début de l'année civile 2018, se prémunir contre la désuétude technologique du logiciel Paie-GRH de la GRICS afin d'éviter toute interruption dans la production de la paie de ses employés et dans le versement des diverses retenues et contributions exigées par Revenu Québec, la CSST, la CARRA, etc.

Dans ce but, la direction générale recommande d'acquérir et d'implanter le logiciel Clara RH-Paie de Skytech Communications. Parmi les trois (3) solutions évaluées, c'est celle qui apporte le meilleur rapport coûts/bénéfices tout en minimisant les risques.

RISQUES DU PROJET

Les risques du projet ont été identifiés et une stratégie de prise en charge est prévue pour chacun d'eux.

Risque 1 : Manque d'effectifs à l'interne pour fournir les efforts intensifs requis lors de la configuration et du rodage du logiciel. Ceux-ci sont estimés à environ 0,5 ETC pour une période de cinq (5) mois. **Stratégie :**

- embauche d'une ressource contractuelle d'appoint (coût prévu au projet).

Risque 2 : Imprévus causant des retards, des dysfonctionnements ou des coûts supplémentaires. **Stratégie :**

- choix d'une solution éprouvée, qui correspond bien à la réalité du Conservatoire, et utilisée par la plupart des établissements d'enseignement collégial du Québec;
- recours aux services d'une équipe d'implantation aguerrie utilisant une méthode de projet déjà éprouvée au Conservatoire et dans le réseau collégial.

Risque 3 : Malfunctionnements causant des retards ou des erreurs dans la production de la paie des employés et dans les retenues à la source. **Stratégie :**

- production d'au moins deux périodes de paies en parallèles dans les deux systèmes.

BÉNÉFICES ATTENDUS

En plus d'assurer la continuité des opérations malgré le retrait du logiciel actuel par son fournisseur, la solution recommandée comporte les bénéfices suivants :

- économie des coûts actuels de licence et d'hébergement de Paie-GRH, qui sont d'environ 12 500 \$ par année;
- évitement des indisponibilités périodiques du système dues aux difficultés techniques souvent rencontrées lors des mises à jour du système actuel;

¹ La GRICS est une entreprise sans but lucratif. Les principales clientes de la GRICS sont les commissions scolaires québécoises. Elles siègent au conseil d'administration.

- hébergement de la solution chez le fournisseur qui en assure la sécurité, les mises à jour et l'évolution;
- engagement formel du fournisseur à apporter toutes les modifications nécessaires pour permettre au Conservatoire de continuer à s'acquitter de ses obligations légales et administratives, incluant lors de changement à ces obligations, sans frais supplémentaire;
- intégration transparente avec les systèmes de gestion pédagogique et financière du Conservatoire ainsi qu'avec le portail de services en ligne Omnivox (offerts par le même fournisseur);
- gains de productivité par l'optimisation de processus actuellement manuels, par ex. : conciliation avec le système financier, gestion des absences et des banques de temps, gestion des enveloppes et activités de perfectionnement;
- meilleur contrôle des gestionnaires par la mise à leur disposition, en direct, des données concernant leurs employés, par ex. : permis d'absence, demandes de temps supplémentaires, soldes des banques de temps.

CALENDRIER D'IMPLANTATION

Avril 2015	Acquisition du progiciel Ententes de service Mise en place de l'équipe de projet
Mai 2015 à novembre 2015	Configuration du progiciel Conversion et migration des données essentielles Essais
Décembre 2015	Production de paies en parallèle
Janvier 2016	Mise en production du nouveau système L'ancien système est disponible pour consultation des dossiers seulement
Février 2016 à décembre 2016	Migration et/ou sauvegarde des données non converties
Décembre 2017	Arrêt de l'ancien système

INVESTISSEMENTS REQUIS

Les investissements requis seront entièrement financés à même les enveloppes octroyées par le MCC pour le maintien des actifs du Conservatoire. En voici l'évaluation:

	Dépenses admissibles au PTMA			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	
Acquisition du progiciel	24 500 \$	- \$	- \$	
Services professionnels	- \$	45 000 \$	2 000 \$	
Frais connexes	2 500 \$	5 000 \$		
Total	27 000 \$	50 000 \$	2 000 \$	79 000 \$

De plus, des coûts récurrents de 53 000 \$ devront être versés annuellement pour l'hébergement, l'entretien, la sécurité et l'évolution du logiciel, ce qui s'avère plus élevé que les coûts actuels, mais moins que ceux des autres solutions envisagées. Ces coûts seront financés à même le budget de fonctionnement de la direction des technologies.

FICHE DE PROJET EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES : MODERNISATION DE LA GESTION DOCUMENTAIRE

CONTEXTE ET PORTÉE DU PROJET

Le Conservatoire étant un organisme public, la gestion des documents qu'il utilise et produit dans le cadre de sa mission est encadrée par un ensemble de lois (et par les règlements, politiques et directives qui en découlent) :

- Loi sur les archives (L.R.Q. c. A-21.1);
- Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q. c. A-2.1);
- Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.R.Q. c. C-1.1).

Or, on constate qu'au fil du temps, il y a eu perte d'expertise et de suivi pour la maintenance des activités de gestion des documents, ce qui expose le Conservatoire à divers risques. C'est pourquoi le Conservatoire vise, d'ici l'année financière 2017-2018, développer et mettre en œuvre les politiques, les pratiques, les processus, le logiciel et les compétences nécessaires afin de gérer correctement ses documents d'activités, sur tout support, dans le but de :

- se conformer aux lois et règlements qui en encadrent l'identification, le repérage, la protection et la conservation;
- réaliser des gains d'efficience dans la recherche, la production et l'entreposage de ses documents;
- répondre à la désuétude technologique du logiciel COBA, présentement utilisé pour la gestion des documents, désuétude ayant un impact sur la continuité des opérations des services qui utilisent encore cette solution.

À cet effet, la direction générale recommande de réaliser un projet en ressources informationnelles dont la portée est de :

- *mettre à niveau les outils normatifs et de gouvernance en gestion documentaire du Conservatoire (politique, plan de classification, calendrier de conservation, guides explicatifs, etc.) ;*
- *implanter le logiciel libre IntellIGID et y migrer les dossiers présentement enregistrés dans COBA. Des discussions sont en cours avec la DTIGD du MCC¹ en vue de lui confier la maîtrise d'œuvre de cette partie du projet, car le MCC prévoit lui-même migrer vers cette solution en raison de la désuétude de COBA;*
- *évaluer et planifier les étapes subséquentes de traitement des documents non enregistrés dans COBA.*

RISQUES DU PROJET

Le principal risque du projet est relié au manque d'expertise et de disponibilité du personnel à l'interne. C'est pourquoi le projet prévoit recourir aux services de la DTIGD du MCC ainsi qu'à ceux d'une ressource professionnelle spécialisée dans la gestion des documents d'activité des organismes publics.

BÉNÉFICES ATTENDUS

En plus d'assurer la conformité aux obligations du Conservatoire en la matière, le projet de modernisation de la gestion documentaire les bénéfices suivants par rapport à la situation actuelle :

¹ Direction des technologies de l'information et de la gestion documentaire du ministère de la Culture et des Communications

- offrir une vision complète sur l'ensemble des séries documentaires du CMADQ et en assurer la gestion du cycle de vie;
- donner la capacité de repérer tous les documents/dossiers actifs et semi-actifs du CMADQ, incluant ceux qui ont été antérieurement traités par des personnes qui ont pris leur retraite ou qui sont en congé prolongé;
- minimiser les risques :
 - de perte de documents ou dossiers importants (par ex. : stratégiques, à valeur juridique, financière) pour la réalisation de la mission du CMADQ et sa gestion interne;
 - de devoir répondre à des demandes d'accès à des documents inactifs qui auraient dû être détruits ou versés à BANQ selon les délais requis par la loi;
 - d'accès non autorisé à des documents/dossiers contenant des renseignements personnels ou confidentiels;
 - de divulgation involontaire à des tiers de renseignements personnels ou confidentiels.
- diminution des coûts reliés à l'entreposage des documents, notamment en libérant des espaces dans ses établissements, au Centre de conservation des documents, sur les serveurs et dans les copies de sécurité.

CALENDRIER D'IMPLANTATION

Avril 2015	Entente de service avec une ressource professionnelle spécialisée
Mai à octobre 2015	Élaboration du nouveau cadre normatif et de gouvernance
Septembre 2015	Mise en place de l'équipe de projet conjointe avec le MCC
Novembre 2015 à juin 2016	Implantation et configuration du logiciel IntelliGID Conversion et migration des dossiers Essais
Juin à décembre 2016	Rodage du nouveau système Arrêt de l'ancien système

INVESTISSEMENTS REQUIS

Les investissements requis seront entièrement financés à même les enveloppes octroyées par le MCC pour le maintien des actifs du Conservatoire. En voici l'évaluation :

Projet / activités	Dépenses capitalisables admissibles au PTMA			Total
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	
Ressources spécialisée	35 000 \$	60 000 \$	16 000 \$	
Implantation du logiciel	0 \$	80 000 \$	0 \$	
Frais connexes	2 000 \$	1 000 \$	0 \$	
Total / année	37 000 \$	141 000 \$	16 000 \$	194 000 \$

GESTION R.G.

Année	Nombre d'heures	Honoraires	Description
2010-2011	1197	85 500,00	Honoraires pour le projet de modernisation des centres de la documentation du CMADQ (Chargé de projet)
2011-2012	1050	75 000,00	Honoraires pour le projet de modernisation des centres de la documentation du CMADQ (Chargé de projet)
2012-2013	945	67 500,00	Honoraires pour le projet de modernisation des centres de la documentation du CMADQ (Chargé de projet)
TOTAL:	3192	228 000,00	

A. Identification de l'organisme

Nom de l'organisme : Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (0317)
 Type de l'organisme : Organisme autre que budgétaire
 Début d'exercice financier (MM-JJ) : 07-01

B. Identification des répondants

Dirigeant sectoriel de l'information

Nom du répondant : Anne Duchesne Fonction : Directrice des technologies
 Courriel : anne.duchesne@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 380-2327 Poste : 7388

Répondant - Ressources informationnelles

Nom du répondant : Anne Duchesne Fonction : Directrice des technologies
 Courriel : anne.duchesne@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 380-2327 Poste : 7388

Répondant - Ressources financières

Nom du répondant : Christine Moreau Fonction : Responsable des ressources financières
 Courriel : christine.moreau@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 380-2327 Poste : 7081

C. Grand total des ressources informationnelles

		Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens	Frais courants	Provision	Déduction	Total
		Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Encadrement	Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	85,8	0,0	0,0	4,1	0,0	0,0	89,9
Continuité	Prévu	660,0	0,0	248,3	0,0	188,8	1,2	178,8	11,3	0,0	0,0	1 181,8
Projets	Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,8	4,8	0,0	0,0	53,6
Grand total	Prévu	660,0	0,0	248,3	0,0	201,8	2,0	224,8	19,9	0,0	0,0	1 284,3

Explication des provisions et déductions

D. Informations budgétaires (en millions de dollars)

Financement

a) Financement des dépenses capitalisables

Gouvernement du Québec

Revenus autonomes

Transfert du gouvernement du Québec

Régime d'emprunt

2014-2015

0,0

100,0

0,0

Sous-total - Gouvernement du Québec

100,0

Autres sources de financement que le gouvernement du Québec

Autres sources de financement que le gouvernement du Québec (extratransferts du gouvernement fédéral)

0,0

Précisez :

Sous-total - Autres sources de financement que le gouvernement du Québec

0,0

Acquisitions en RI

Sous-total - Dépenses capitalisables

100,0

120,0

Dépenses capitalisables liées à des projets du "Portefeuille de projets"

48,8

Autres dépenses capitalisables liées à des projets (provision et déduction)

0,0

Dépenses capitalisables liées à des activités

51,4

b) Financement des dépenses non capitalisables

Sous-total - Dépenses non capitalisables

1 184,3

Dépenses non capitalisables liées à des projets

4,8

Dépenses non capitalisables liées à des activités

1 180,0

Total du financement (a+b)

1 284,3

Dépenses figurant aux résultats

Dépenses non amortissables

1 184,3

Amortissement en RI figurant aux COF

Dépenses d'amortissement

877,2

841,0

Total des dépenses figurant aux résultats

1 184,3

E. Activités d'encadrement

Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais courants	Total
-------------------	-------------------	---------------------------	----------------------------------	----------------	-------

Encadrement	Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts
Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	88,9	0,8	0,0	4,1	88,9
Commentaires									

F. Activités de continuité

	Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens	Frais courants	Total
	Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC			
Gestion									
Architecture	Prévu	78,6	0,0	0,0	23,9	0,2	0,0	0,0	102,5
Pilotage	Prévu	81,6	0,0	0,0	88,9	0,8	0,0	0,0	170,5
Sous-total Gestion		160,2	0,0	0,0	112,8	1,0	0,0	0,0	273,0
Applicatif									
Entretien et exploitation	Prévu	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2
Amélioration	Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Support au développement	Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total Applicatif		11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2
Infrastructure									
Infrastructure bureautique	Prévu	4,4	0,0	101,5	0,0	0,0	88,7	0,0	194,6
Gestion des bases de données	Prévu	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2
Infrastructure technologique	Prévu	148,9	0,0	17,0	0,0	0,0	77,2	0,0	243,1
Sécurité	Prévu	0,0	0,0	78,0	0,0	18,4	0,0	0,0	96,4
Télécommunication et téléphonie	Prévu	254,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	254,9
Sous-total Infrastructure		407,4	0,0	186,5	0,0	18,4	175,9	0,0	779,8
Total des activités de continuité		580,0	0,0	248,5	0,0	130,2	178,9	11,5	1 101,5
Commentaires									

G. Dépenses auprès des fournisseurs

	Services internes			
	CBPO	CBOP - Revenu	Autres	Totaux
	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Prévu	254,9	0,0	254,9	509,8
Veuillez identifier les fournisseurs de services internes auxquels des montants ont été imputés dans la colonne 'autres'	Ministère de la Culture et des Communications (MCC)			
	81 de 500			

H. Commentaires

Commentaires

Commentaires SCT

I. Liste des projets

Total = 0

Nom du projet	Situation du projet	Phase	Services internes (\$)	Services externes (\$)	Rémunération (\$)	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Total	Éléments payables
Mise à niveau des logiciels des postes de travail - système d'exploitation et suite bureautique	Réalisation du projet (En cours)	En cours d'autorisation	0,0	0,0	0,0	32,8	4,5	42,1	32,8
Mise à niveau des logiciels des postes de travail - projet connexe	Réalisation du projet (En cours)	En cours d'autorisation	0,0	0,0	0,0	10,0	0,0	10,0	10,0
			0,0	0,0	0,0	42,8	4,5	52,1	42,8

A. Identification de l'organisme

Nom de l'organisme : Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (0317)
 Type de l'organisme : Organisme autre que budgétaire
 Début d'exercice financier (MM-JJ) : 07-01

B. Identification des répondants

Dirigeant sectoriel de l'information

Nom du répondant : Anna Duchesne Fonction : Directrice des technologies
 Courriel : anna.duchesne@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 580-2327 Poste : 7383

Répondant - Ressources informationnelles

Nom du répondant : Anna Duchesne Fonction : Directrice des technologies
 Courriel : anna.duchesne@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 580-2327 Poste : 7383

Répondant - Ressources financières

Nom du répondant : Christine Moreau Fonction : Responsable des ressources financières
 Courriel : christine.moreau@conservatoire.gouv.qc.ca
 Téléphone : 418 580-2327 Poste : 7081

C. Grand total des ressources informationnelles

		Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens		Frais connexes	Provision	Déduction	Total
		Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Encadrement	Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	87,6	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	101,6
Contributif	Prévu	254,9	0,0	271,6	0,0	109,7	1,3	188,9	2,2	0,0	0,0	0,0	638,3
Projets	Prévu	80,0	0,0	63,6	0,0	17,6	0,0	2,6	6,0	486,0	0,0	0,0	644,5
Grand total	Prévu	484,9	0,0	335,1	0,0	214,9	1,3	191,5	12,2	486,0	0,0	0,0	1 671,3

Explication des provisions et déductions

La provision est pour des projets dont l'autorisation devait être obtenue en cours d'année 2015-2016 et qui débiteront durant l'année. Certains seront financés par le PQI et d'autres par le Plan 225 de 500

D. Informations budgétaires (en milliers de dollars)

Financement

a) Financement des dépenses capitalisables

	2015-2016
Gouvernement du Québec	
Revenus autonomes	0,0
Transfert du gouvernement du Québec	784,9
Régime d'emprunt	0,0
Sous-total - Gouvernement du Québec	784,9
Autres sources de financement que le gouvernement du Québec	
Autres sources de financement que le gouvernement du Québec (extratransferts du gouvernement fédéral)	0,0
Prévoir	0,0

Sous-total - Autres sources de financement que le gouvernement du Québec 0,0 **Acquisition en RI**

Sous-total - Dépenses capitalisables	784,9	486,4
Dépenses capitalisables liées à des projets du "Portefeuille de projets"	188,9	
Autres dépenses capitalisables liées à des projets (provision et déduction)	486,0	
Dépenses capitalisables liées à des activités	109,0	

b) Financement des dépenses non capitalisables

Sous-total - Dépenses non capitalisables	608,8
Dépenses non capitalisables liées à des projets	0,0
Dépenses non capitalisables liées à des activités	608,8

Total du financement (a+b) 1 671,3

Dépenses figurant aux résultats

Dépenses non capitalisables	608,8	Amortissement en RI figurant aux CDF
Dépenses d'amortissement	481,2	486,7

Total des dépenses figurant aux résultats 1 390,0

E. Analyse d'encadrement

Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Total
-------------------	-------------------	---------------------------	----------------------------------	----------------	-------

Encadrement	Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts
Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	97,5	0,0	0,0	4,0	101,5
Commentaires									

F. Activités de continuité

		Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens		Frais connexes	Total
		Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Gestion											
Architecture		Prévu	55,7	0,0	0,0	24,4	0,0	0,0	0,0	0,0	80,1
Pilotage		Prévu	15,0	0,0	0,0	68,5	0,0	0,0	0,0	0,0	83,5
Sous-total Gestion			50,7	0,0	0,0	92,7	1,0	0,0	0,0	0,0	144,0
		Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens		Frais connexes	Total
		Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Applicatif											
Entretien et exploitation		Prévu	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
Amélioration		Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Support au développement		Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total Applicatif			3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
		Services internes		Services externes		Rémunération du personnel		Acquisition et location de biens		Frais connexes	Total
		Coûts	J/P	Coûts	J/P	Coûts	ETC	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Infrastructure											
Infrastructure bureautique		Prévu	2,2	0,0	184,5	0,0	0,0	132,1	0,0	0,0	318,8
Gestion des bases de données		Prévu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Infrastructure technologique		Prévu	57,7	0,0	17,0	0,0	0,0	54,5	0,0	0,0	129,2
Sécurité		Prévu	0,0	0,0	70,0	0,0	17,0	0,0	1,5	0,0	88,5
Télécommunication et téléphonie		Prévu	240,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	240,5
Sous-total Infrastructure			300,4	0,0	271,5	0,0	17,0	186,6	1,5	0,0	775,5
Total des activités de continuité			354,9	0,0	271,5	0,0	109,7	188,6	2,5	0,0	825,0
Commentaires											

G. Dépenses auprès des fournisseurs

	Services internes			
	CSPQ	CSP - Ravaru	Autres	Totaux
	Coûts	Coûts	Coûts	Coûts
Prévu	240,5	0,0	194,4	434,9
Veuillez identifier les fournisseurs de services internes auxquels des montants ont été inscrits dans la colonne 'autres'	Ministère de la Culture et des Communications (MCC)			
	51 de 500			

H. Commentaires

Commentaires	Dépenses capitalisables en RI et amortissement différents que dans les COF car la mise à jour des données n'a été faite en janvier 2015, avant la planification des projets en RI. La loi devrait mieux concorder suite à la prochaine mise à jour prévue lors de notre fin d'exercice financier.
Commentaires SCT	258 de 1000

I. Liste des projets

Y Tetrahedron **Y**

1-2

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

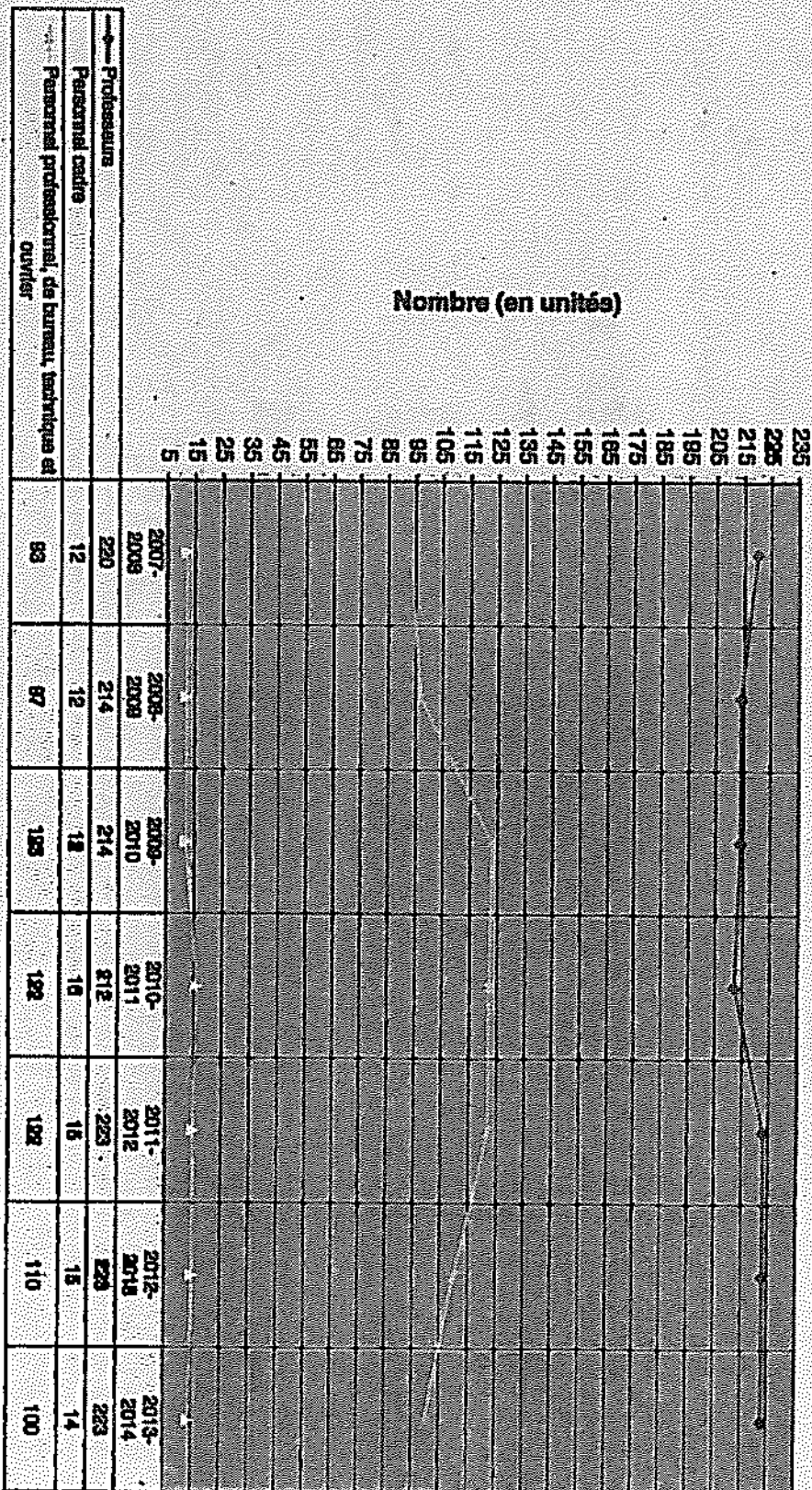
Répartition des effectifs par catégorie (en unités)

	Années scolaires						
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Personnel enseignant							
Professeur régulier	111	108	107	97	99	95	123
Professeur occasionnel	109	108	107	115	124	128	100
Sous-total	220	214	214	212	223	223	223
Personnel administratif							
Personnel cadre	12	12	12	16	15	15	14
Personnel professionnel, de bureau, technique et ouvrier	93	97	123	122	122	110	100
Sous-total	105	109	135	138	137	125	114
TOTAL	325	323	349	350	360	348	337

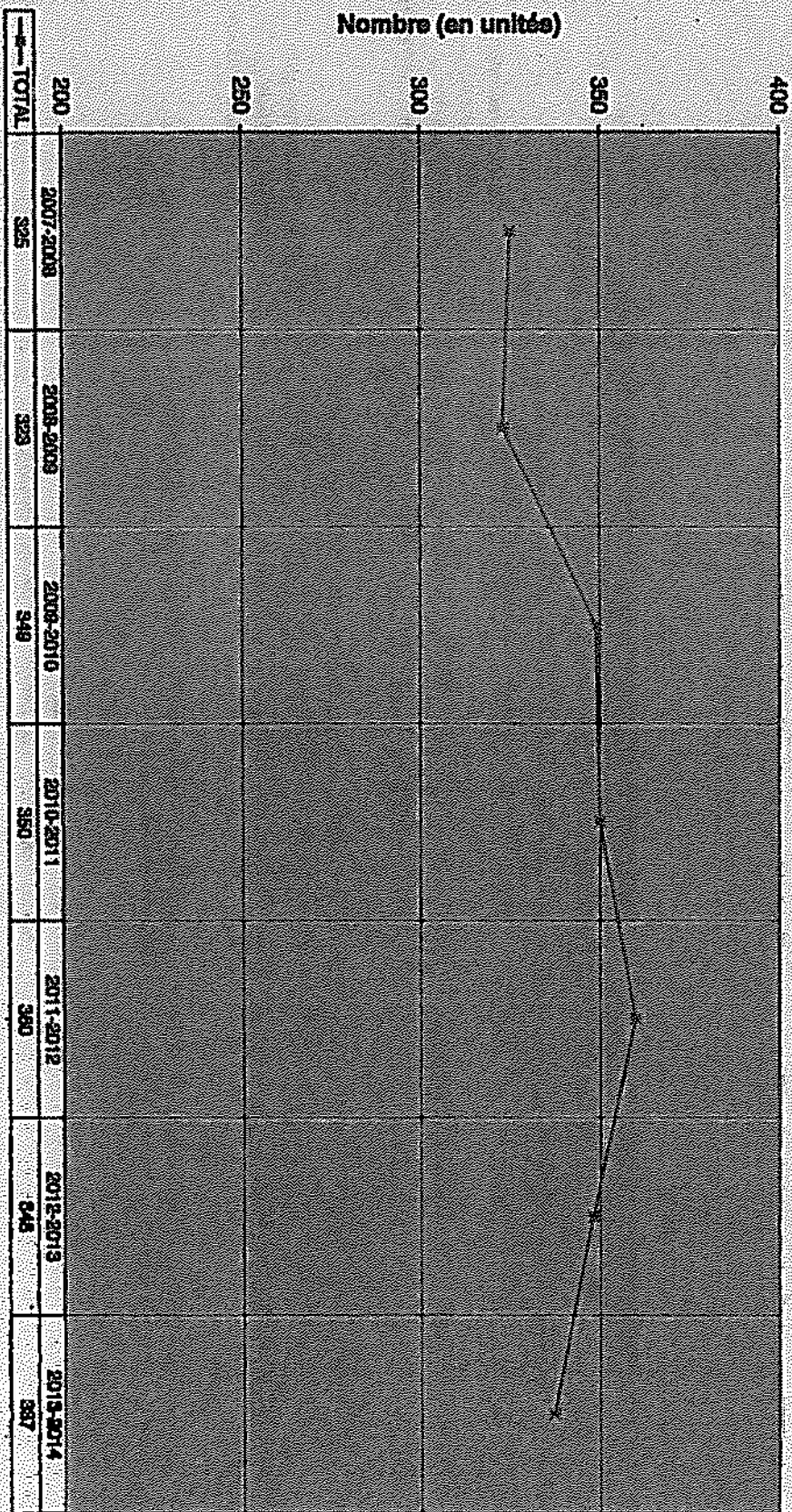
Note : Inclus des postes de catalogueurs (15), financés par l'enveloppe de SMS

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec **Répartition des effectifs par année scolaire et par catégorie**

Nombre (en unités)



Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Total des effectifs par année scolaire

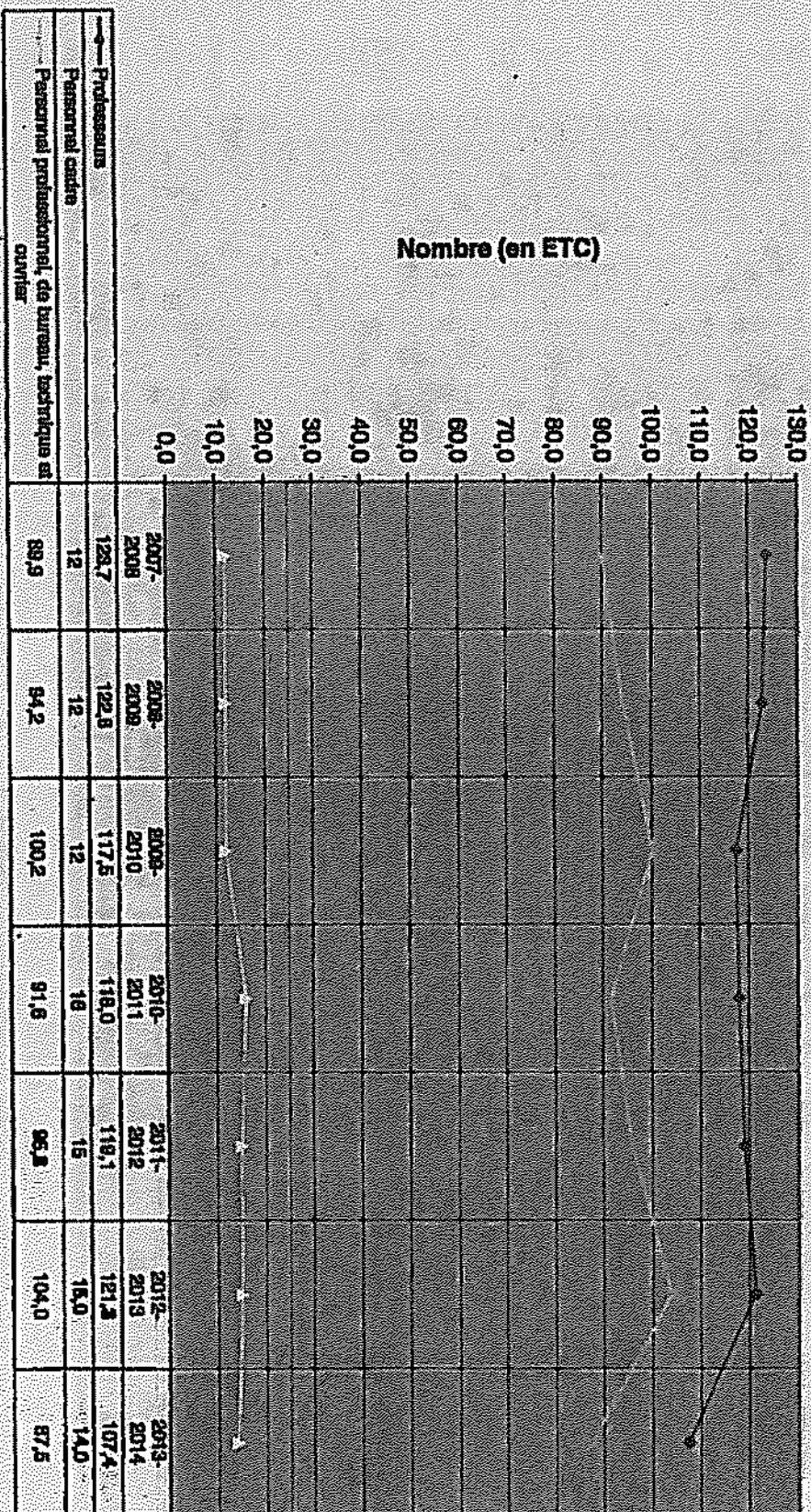


Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

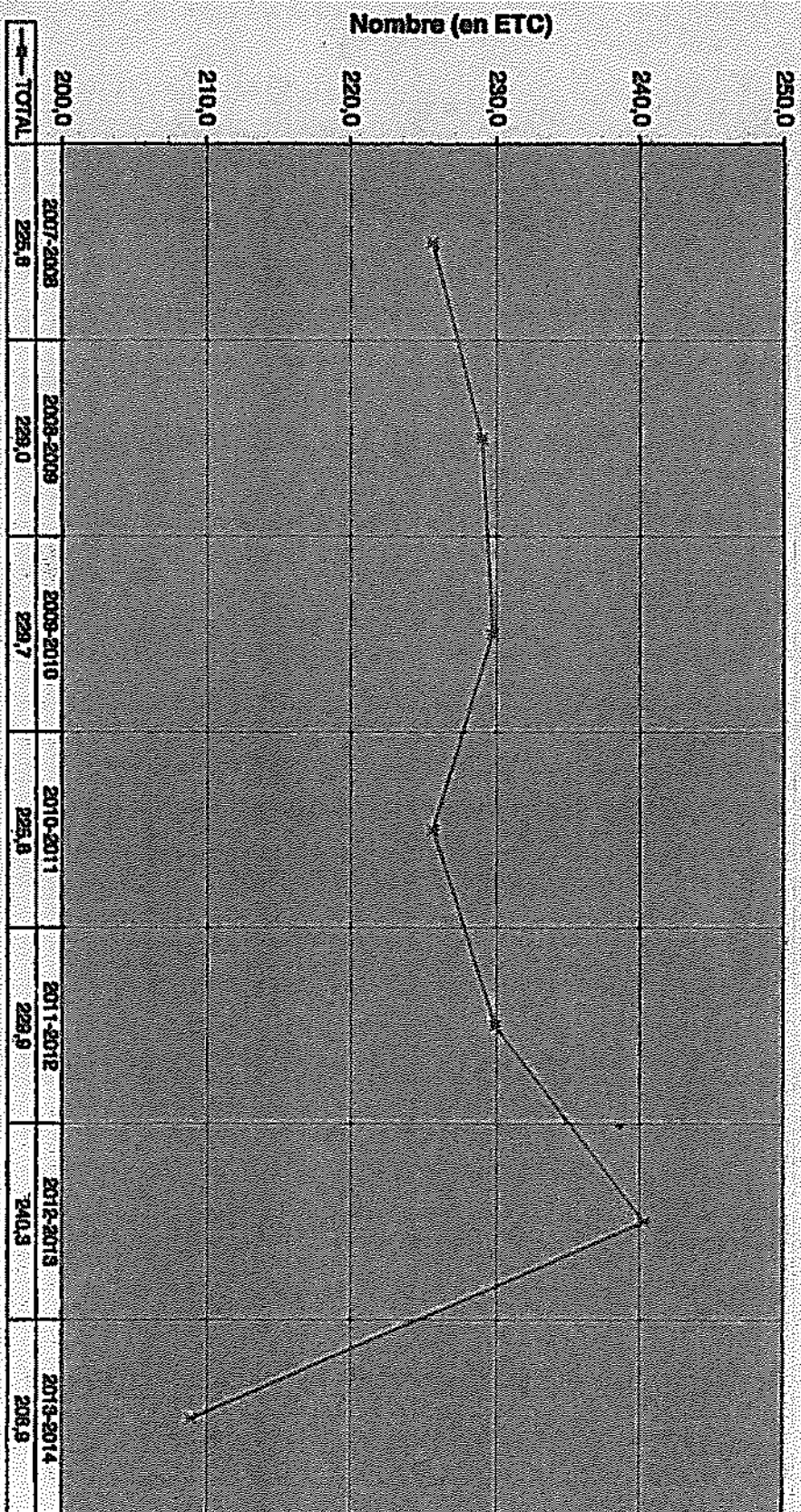
Répartition des effectifs par catégorie (en ETC)

	Année scolaire						
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Personnel enseignant							
Professeur régulier	86,3	82,8	77,3	73,5	73,6	72,1	82,7
Professeur occasionnel	37,4	40,0	40,2	44,5	45,5	49,2	24,7
Sous-total	123,7	122,8	117,5	118,0	119,1	121,3	107,4
Personnel administratif							
Personnel cadre	12	12	12	16	15	15,0	14,0
Personnel professionnel, de bureau, technique et ouvrier	89,9	94,2	100,2	91,8	95,8	104,0	87,5
Sous-total	101,9	106,2	112,2	107,6	110,6	119,0	101,5
TOTAL	225,6	229,0	229,7	225,6	229,9	240,3	208,9

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec **Répartition des effectifs par année scolaire (en ETC)**



Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Total des effectifs en ETC par année scolaire



Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

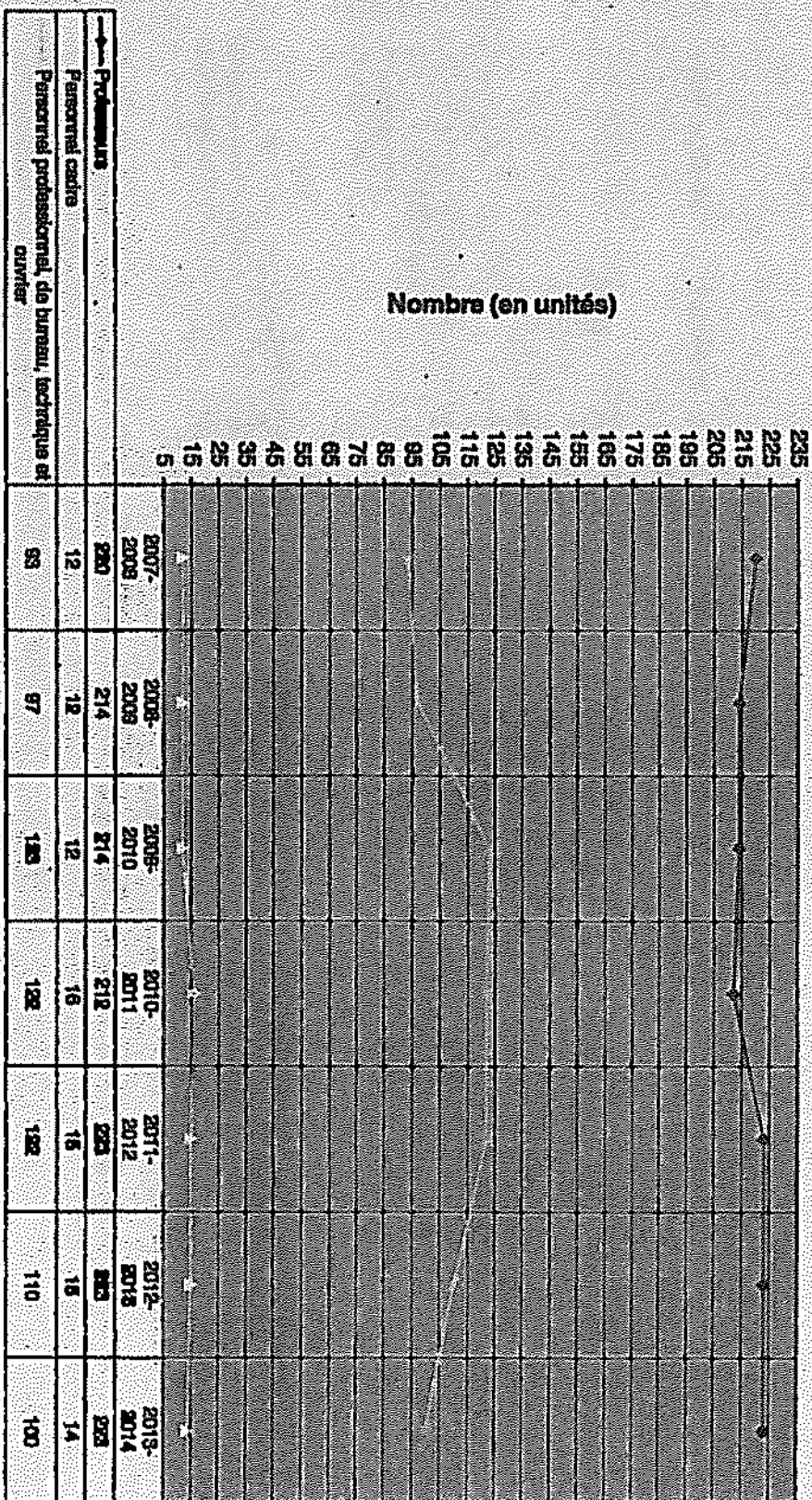
Répartition des effectifs par catégorie (en unités)

	Année scolaire						
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Personnel enseignant							
Professeur régulier	111	108	107	97	99	95	123
Professeur occasionnel	109	106	107	115	124	128	100
Sous-total	220	214	214	212	223	223	223
Personnel administratif							
Personnel cadre	12	12	12	16	15	15	14
Personnel professionnel, de bureau, technique et ouvrier	93	97	123	122	122	110	100
Sous-total	105	109	135	138	137	125	114
TOTAL	325	323	349	350	360	348	337

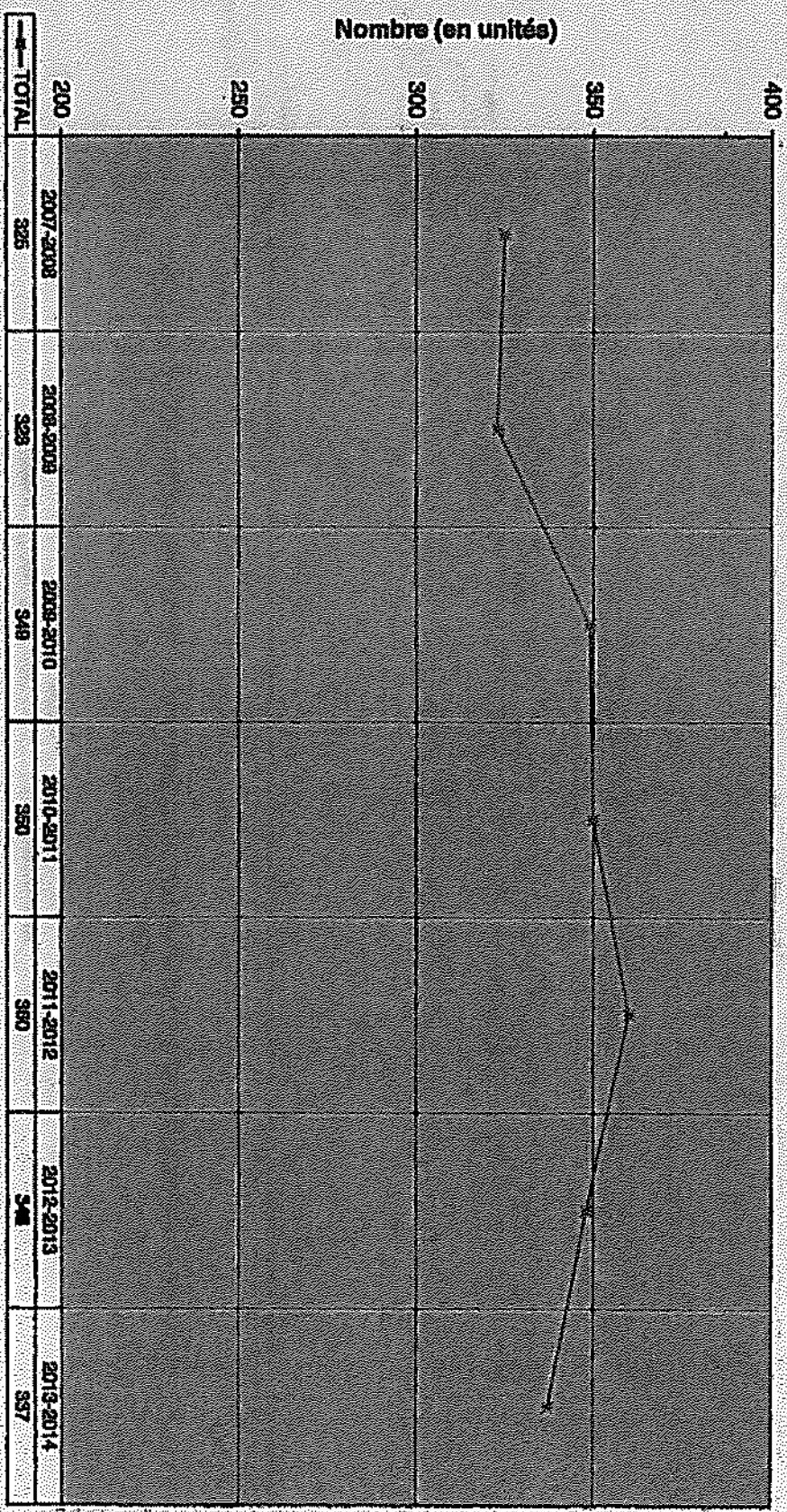
Note : Inclus des postes de catalogueurs (15), financés par l'enveloppe de SM\$

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec **Répartition des effectifs par année scolaire et par catégorie**

Nombre (en unités)



Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Total des effectifs par année scolaire

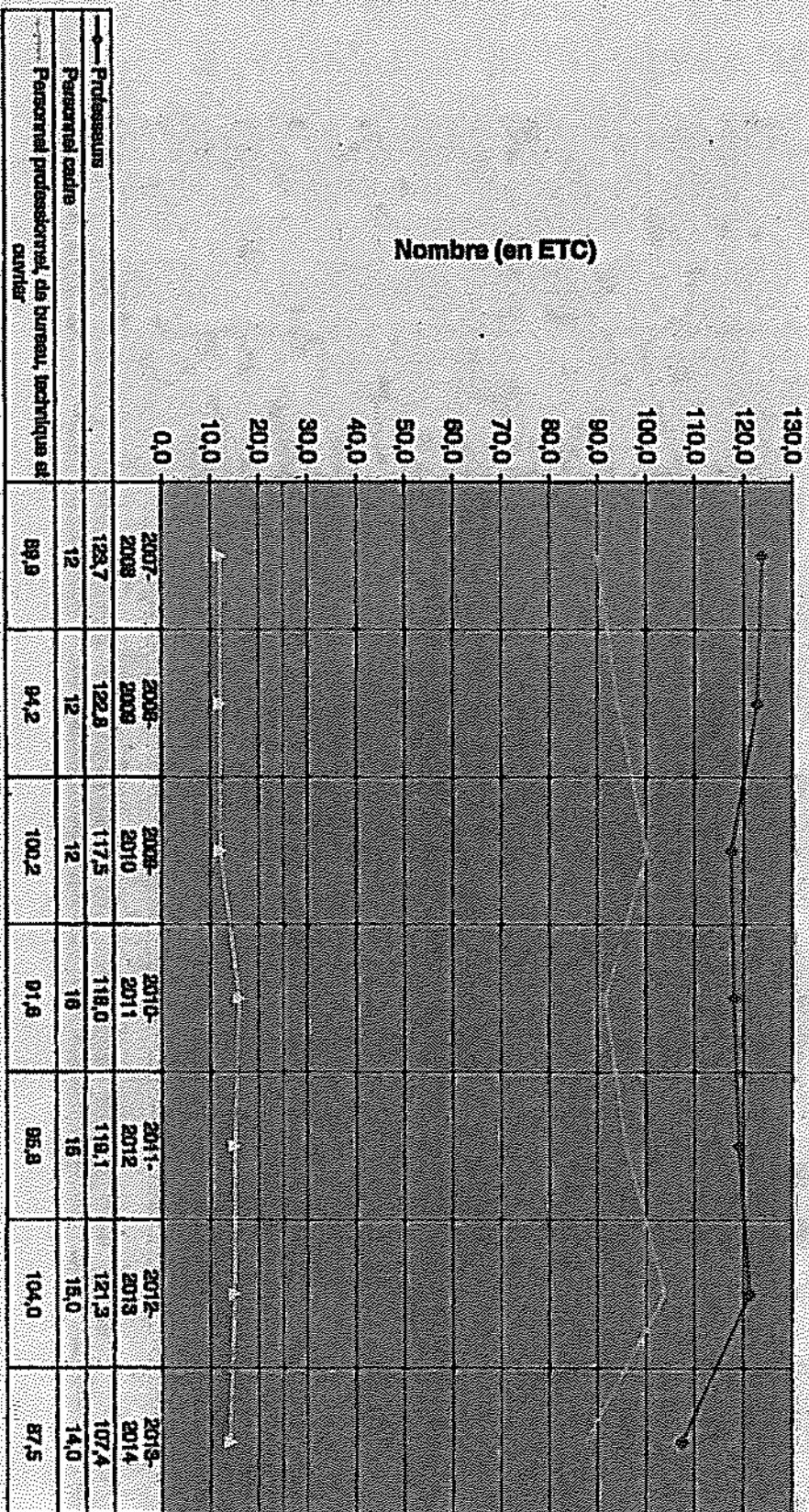


Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Répartition des effectifs par catégorie (en ETC)

	Années scolaires						
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Personnel enseignant							
Professeur régulier	88,3	82,8	77,3	73,5	73,8	72,1	82,7
Professeur occasionnel	37,4	40,0	40,2	44,5	45,5	49,2	24,7
Sous-total	123,7	122,8	117,5	118,0	119,1	121,3	107,4
Personnel administratif							
Personnel cadre	12	12	12	16	15	15,0	14,0
Personnel professionnel, de bureau, technique et ouvrier	89,9	84,2	100,2	91,8	85,8	104,0	87,5
Sous-total	101,9	106,2	112,2	107,6	110,8	119,0	101,5
TOTAL	225,6	229,0	229,7	225,6	229,9	240,3	208,9

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Répartition des effectifs par année scolaire (en ETC)



Professeurs	89,9	94,2	100,2	91,9	95,8	104,0	87,5
Personnel cadre	12	12	12	18	15	15,0	14,0
Personnel professionnel, de bureau, technique et ouvrier	123,7	122,8	117,5	118,0	118,1	121,3	107,4

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec Total des effectifs en ETC par année scolaire

